1
Bureau
Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section
e législation, première chambre
es vacations, saisi par le Mi-
istre des Finances, le 18 août
954, d'une demande d'avis sur un
rojet d'arrêté ministériel "ré-
lant le fonctionnement du Service
ocial au Ministère des Finances",
donné le 3 septembre 1954 l'avis
uivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wet-
geving, eerste vacantiekamer, de 18e
Augustus 1954 door de Minister van
Financiën verzocht hem van advies te
dienen over een ontwerp van ministe-
rieel besluit "tot regeling van de
werking van de Maatschappelijke Dienst
bij het Ministerie van Financiën",
heeft de 3e September 1954 het vol-
gend advies gegeven :

INTITULE.

Le Conseil d'Etat propose un intitulé identique à celui de l'arrêté ministériel du 31 juillet 1948 que le projet abroge :

ARRETE MINISTERIEL REGLANT L'ORGANISATION ET LE FONCTIONNEMENT DU SERVICE SOCIAL DU MINISTERE DES FINANCES.

PREAMBULE .

Au premier alinéa du préambule, il y aurait lieu d'adopter l'intitulé proposé par le Conseil d'Etat pour l'arrêté royal dans l'avis relatif à ce projet.

Par ailleurs, il suffit de viser notamment les articles 4 et 7 qui chargent le Ministre de l'exécution de l'arrêté en ce qui concerne le service social et le comité consultatif.

L'alinéa 1er serait, dès lors, rédigé comme suit:

"Vu l'arrêté royal du .... relatif au service social du Ministère des Finances, notamment les articles 4 et 7;".

A l'alinéa 3 du préambule, il faut écrire :

"Vu l'avis de l'inspecteur des Finances;".

.../...

Articles 1er, 2 et 4.

Les articles 1er, 2 et 4 sont superflus : ils se contentent de reproduire les articles 1er, 2 et 3 de l'arrêté royal. Toutefois, si le Gouvernement estime indispensable de les maintenir dans l'arrêté ministériel, il y aurait lieu de reproduire avec exactitude le texte de l'arrêté royal.

Article 3.

Il existe une discordance entre l'article 2 du projet d'arrêté royal qui s'applique aux "membres de la famille dont les agents ont ou avaient la charge exclusive " et l'article 3 du projet d'arrêté ministériel qui considère comme enfants à charge, "les enfants pour qui l'agent assisté touche l'allocation familiale ou l'allocation d'orphelin".

Sous réserve de cette observation, le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante pour l'article 3, alinéa 1er :

"Pour l'exécution de l'article 2, il faut entendre par "membres de la famille", l'épouse de l'agent ainsi que les enfants qui sont à sa charge. Sont considérés comme enfants à charge, les enfants pour lesquels les allocations familiales ou les allocations d'orphelin sont payées.".

Tel que l'alinéa 3 de l'article 3 du projet est libellé, il est en contradiction avec l'article 2, alinéa 3

.../...

du projet d'arrêté royal qui prévoit que les anciens agents de même que les ayants droit d'agents décédés ne bénéficiant pas d'une pension de l'Etat peuvent être assistés à titre exceptionnel.

Le projet omet de définir la notion d'ayant droit d'agent décédé prévue à l'article 2, alinéa 3, du projet d'arrêté royal.

Article 4.

Cet article devrait être divisé en A et B et en 1°, 2°, 3° ... etc.

Les mots "en colonie" ne peuvent être mis en opposition avec l'expression "à la campagne". Il serait préférable de dire : "à la campagne ou à la mer", comme le fait l'arrêté relatif aux services du Premier Ministre.

Article 5.

Les mots "ci-après" figurant après "article 6" sont superflus et peuvent être omis.

Article 6.

Les mots "qui précèdent" peuvent être omis.

.../...

La rédaction suivante est proposée :

"A. Aide individuelle :

1° Placement d'enfants à la campagne ou à la mer.

Sur l'avis du médecin traitant ou du médecin d'un centre de médecine préventive prévu au présent article, les enfants des membres ...

2° ... (texte du projet du Gouvernement, à l'exception du dernier alinéa ...

...

La référence à l'arrêté royal du 1er décembre 1924 depuis longtemps abrogé est inexacte. Le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante qui répond aux intentions du Gouvernement :

"Ces allocations sont indépendantes de l'indemnité de naissance prévue par la législation sur les allocations familiales.".) ...

3° ...

...

4° ... (in fine, écrire :"... soit d'un médecin d'un centre de médecine préventive prévu au présent article.") ...

B. Aide collective :

1° Création de restaurants :

...

2° Installation de réfectoires :

...

3° Organisation de centres de médecine préventive :

... ".

etc. ...

.../...

Articles 8 et suivants.

L'article 8 a trait à la fois à la composition et à la mission du comité. Le Conseil d'Etat suggère de limiter cet article à la mission du comité, ainsi qu'il suit :

"Le comité consultatif donne son avis :

a) ... ".

Un article 9 réunirait les dispositions relatives à la composition du comité consultatif, c'est-à-dire le début de l'article 8 et les articles 10 et 11 du projet. La suite du texte serait rédigée comme suit :

"Article 9.-

Le comité consultatif est composé paritairement de :

a) un délégué effectif et suppléant de chacune des organisations syndicales représentées au sein du comité de consultation syndicale du Ministère;

b) un nombre égal de délégués effectifs et suppléants de l'Administration désignés par le Ministre.

Les délégués effectifs sont choisis parmi les agents définitifs du département, en activité de service. Les délégués des organisations syndicales sont choisis par chacune des organisations syndicales les plus représentatives; ils doivent être agréés par le Ministre.

Les délégués suppléants sont désignés suivant les mêmes modalités; ils ne peuvent assister aux séances hors le cas de suppléance.

.../...

Article 10.-

Le comité est présidé par le fonctionnaire chargé de la gestion courante du service social.

Le président est assisté ... (la suite comme au projet) ...

Article 11.-

... (texte de l'article 12 du projet) ...

Article 12. -

Le comité se réunit une fois par mois pour autant que les affaires le justifient. Les questions sont inscrites à l'ordre du jour par le président, soit d'office, soit à la demande d'un des membres.

Le comité est convoqué par le président, trois jours francs avant la séance.

Les convocations contiennent l'ordre du jour.

Les délibérations sont secrètes; le procès-verbal ne relate que les propositions adoptées par le comité et les avis formulés par lui. Ces avis et propositions sont transmis par le président au Ministre.

.../...

CHAPITRE VI. DE L'ORGANISATION INTERNE DU SERVICE SOCIAL.

Article 13.-

Le service social est rattaché au secrétariat général. Le secrétaire général désigne un fonctionnaire du secrétariat général, du grade de directeur au moins, chargé de sa gestion courante. Il lui désigne un suppléant.

Le service social est soumis au régime administratif normal et fonctionne sous l'autorité supérieure du secrétaire général du département.

Article 14.-

Un secrétariat administratif coordonne les diverses activités du service social et veille à l'application de la réglementation existante ainsi qu'à l'utilisation des crédits.

Les médecins, auxiliaires sociaux, infirmiers, comptables, économes et autres agents exerçant des fonctions techniques doivent résider au siège de leurs fonctions. En ce qui concerne l'aide individuelle, l'organisation territoriale du service social comprend autant de régions que les nécessités du service l'exigent.

Chaque région est placée sous la surveillance d'un auxiliaire social. Le secrétaire général assigne

.../...

comme lieu de résidence à ce dernier une localité située obligatoirement dans la région dont il a la charge.

CHAPITRE VII. DES DELEGATIONS ET DES CREDITS.

... (texte du projet du Gouvernement, sous réserve de revoir la numérotation des articles) ... ".

OPSCHRIFT.

De Raad van State stelt voor, aan te sluiten bij het opschrift van het ministerieel besluit van 31 Juli 1948, dat door het ontwerp wordt opgeheven :

MINISTERIEEL BESLUIT TOT REGELING VAN DE INRICHTING EN DE WERKIN VAN DE SOCIALE DIENST BIJ HET MINISTERIE VAN FINANCIEN.

INLEIDING.

In het eerste lid van de inleiding neme men voor het koninklijk besluit het opschrift dat de Raad van State in zijn desbetreffend advies heeft voorgesteld.

Overigens kan men volstaan met inzonderheid te verwijzen naar de artikelen 4 en 7, die de Minister belasten met de uitvoering van het besluit voor wat de sociale dienst en het comité van advies aangaat.

Het eerste lid ware dan als volgt te lezen :

"Gelet op het koninklijk besluit van . . . betreffende de sociale dienst van het Ministerie van Financiën, namelijk op de artikelen 4 en 7 ; ".

In het derde lid schrijve men :

"Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën;".

.../...

Artikelen 1, 2 en 4.

De artikelen 1, 2 en 4 zijn overbodig; zij zijn gewoon een herhaling van de artikelen 1, 2 en 3 van het koninklijk besluit. Indien de Regering ze hier volstrekt wil behouden, zou de tekst van het koninklijk besluit getrouw moeten worden gevolgd.

Artikel 3.

Er is geen volledige overeenstemming tussen artikel 2 van het ontwerp van koninklijk besluit, dat toepasselijk is op "de leden van het gezin die uitsluitend ten laste van de personeelsleden zijn of waren", en artikel 3 van het ontwerp van ministerieel besluit, dat als kinderen ten laste aanmerkt "de kinderen waarvoor het ondersteunde personeelslid de kindertoelage of de wezentoelage trekt".

Onder voorbehoud van deze opmerking, beveelt de Raad van State de volgende tekst aan voor artikel 3, eerste lid :

"Voor de uitvoering van artikel 2 dient onder "lid van het gezin" te worden verstaan, de echtgenote van het personeelslid en de kinderen die te zijnen laste zijn. Als kinderen ten laste worden beschouwd de kinderen voor wie kinder- of wezenbijslag wordt uitgekeerd.".

De tekst van het derde lid van artikel 3 van het ontwerp is in tegenspraak met artikel 2, derde lid, van het ontwerp van koninklijk besluit, waarin bepaald wordt dat gewezen personeelsleden en rechtverkrijgenden van overleden personeelsleden die geen Staatspensioen genieten, bij uitzondering steun kunnen ontvangen.

.../...

Het ontwerp laat na, een omschrijving te geven van het begrip "rechtverkrijgende van een overleden personeelslid" dat in artikel 2, derde lid, van het ontwerp van koninklijk besluit voorkomt.

Artikel 4.

Dat artikel dient in A en B, en voorts in 1°, 2°, 3° enz. te worden onderverdeeld.

De uitdrukking "in een kolonie" mag niet tegenover de uitdrukking "op het platteland" worden gesteld. Men zegge liever, zoals in het besluit betreffende de diensten van de Eerste-Minister : "op het platteland of aan zee".

Artikel 5.

Men leze dit artikel als volgt :

"Onder individuele hulpverlening moet worden verstaan de bijstand op het eigenlijke vlak van het gezin. Geldelijke bijdragen worden in dit geval uitsluitend voorbehouden voor de in artikel 3 bedoelde personen die, ten gevolge van omstandigheden buiten hun wil, de bestaansmoeilijkheden niet op eigen krachten te boven kunnen komen.

Daarenboven ... (zie ontwerp) ...

Daarentegen is terzake van de bestaansmiddelen geen voorwaarde gesteld om de collectieve hulpverlening te kunnen genieten. Deze hulp wordt uitsluitend toegestaan, behoudens in de in artikel 6 bepaalde gevallen, ... (zie ontwerp) ... ".

.../...

Artikel 6.

Voor dit artikel wordt de volgende lezing aanbevolen :

"De bedragen en modaliteiten van de in de artikelen 4 en 5 genoemde bijdragen worden volgenderwijze geregeld :

A. Individuele hulpverlening :

1° Uitbesteding van kinderen op het platteland of aan zee.

Op advies van de behandelende geneesheer of van de geneesheer van een in dit artikel bedoeld centrum voor preventieve geneeskunde, worden de kinderen ... (voorts als in het ontwerp) ...

De sociale dienst draagt ten hoogste drie vierde van de verblijfkosten ; het saldo nemen de ouders van de begunstigde ten laste. Indien een mutualiteit of enige andere instelling voor meer dan één vierde in de verblijfkosten bijdraagt, kan de sociale dienst de som die nodig is om het bedrag der kosten aan te vullen, suppleren.

De sociale dienst mag ... (als in het ontwerp) ...

2° Hulp aan toekomstige moeders en kraamvrouwen.

...(tekst van het ontwerp van de Regering, behalve het laatste lid .

De verwijzing naar het koninklijk besluit van 1 December 1924, dat sinds lang is opgeheven, is verkeerd. De Raad van State beveelt volgende lezing aan welke aan de bedoeling van de Regering beantwoordt :

"Deze tegemoetkomingen zijn niet afhankelijk van de geboortetoeslag, bepaald in de wetgeving ter zake van kinderbijslag".)...

.../...

3° Toestaan van leningen.

Aan de personeelsleden van het departement, met uitsluiting van de leden van hun gezin, kunnen leningen worden toegestaan om hen in staat te stellen tot het bestrijden van buitengewone uitgaven, waarvan de aard door de directie van de sociale dienst beoordeeld wordt.

...(voorts als in het ontwerp der Regering) ...

4° Bijstand in geval van ziekte.

De bijstand in geval van ziekte kan onder de volgende vormen verleend worden :

a) Bijdrage in de kosten veroorzaakt door het opnemen van ernstig-zieken in ziekenhuizen, klinieken en sanatoria.

De sociale dienst mag de personeelsleden en de leden van hun gezin, die lijden aan ernstige ziekten waarvoor een lange en dure behandeling vereist is (tuberculose, kanker, enz.), rechtstreeks of door bemiddeling van bestaande werken in ziekenhuizen, klinieken en sanatoria doen opnemen. In beginsel mag de sociale dienst niet méér ten laste nemen dan de twee derde van de door de belanghebbende betaalde kosten, na aftrekking van elke bijdrage vanwege om het even welke instelling.

In geval van opneming in een buitenlandse inrichting wordt dit percentage door de sociale dienst bepaald op basis van de prijs van een dag onderhoud in een soortgelijke inrichting hier te lande.

Om de opneming van teringlijders te verzekeren, mag de sociale dienst contracten met sanatoria sluiten.

.../...

b) Bijdrage in de verzorging thuis van ernstig-zieken.

De sociale dienst mag bijdragen in de kosten veroorzaakt door het thuis behandelen van ... (als in het ontwerp) ...

De bijdrage bedraagt ten hoogste ... (als in het ontwerp) ...

c) Tegemoetkoming voor bijzonder voedingsregime.

... (zoals in het ontwerp) ...

+

\+ +

Deze drie soorten van bijdragen zijn echter onderworpen aan het advies van de behandelende geneesheer of van een geneesheer van een in dit artikel bedoeld centrum voor preventieve geneeskunde.

Voor elke andere vorm van bijdr ge wegens medische en pharmaceutische kosten wordt het aandeel van de sociale dienst ... (als in het ontwerp)...

Alle in deze paragraaf bedoelde tegemoetkomingen, met uitzondering van deze voor bijzonder voedingsregime, worden ... (als in het ontwerp) ...

.../...

5° Bijdrage in geval van tegenspoed in het gezin of onder andere hierboven niet voorziene buitengewone omstandigheden.

De sociale dienst beoordeelt de door de aanvrager ingeroepen feiten en stelt vervolgens het bedrag van de bijdrage vast.

Bij de beslissing dient rekening te worden gehouden met de zin voor voorzorg van het personeelslid en met het buitengewoon karakter dat deze vorm van bijstand moet behouden.

Bij toepassing ... (als in het ontwerp, mits te schrijven : "rechtverkrijgenden") ...

B. Collectieve hulp:

1° Oprichting van restaurants.

Waar het noodzakelijk blijkt, kan de sociale dienst in elk belangrijk administratief centrum restaurants, uitsluitend ten behoeve van de leden van het Rijkspersoneel, oprichten en beheren. Geen onderscheid van prijs wordt gemaakt tussen de verbruikers van de verschillende ministeries.

2° Inrichting van refters.
...(als in het ontwerp) ...

3° Inrichting van centra voor preventieve geneeskunde.
...(als in het ontwerp) ...

4° Tehuizen voor personeelsleden die wegens de dienst niet naar huis kunnen gaan.

In de gemeenten waar de huisvesting bijzonder duur is, mag de sociale dienst geldelijk bijdragen in de kosten voor inrichting van tehuizen bestemd voor personeelsleden die wegens de dienst niet naar huis kunnen gaan. De daar geherbergde personeelsleden zijn verplicht een bijdrage te storten tot dekking van de kosten van onderhoud en van werking van deze tehuizen.

.../...

5° Bevordering van culturele, sportieve en ontspannings-activiteiten.

De sociale dienst mag ... (als in het ontwerp) ...

Elke aanvraag om subsidies moet ... (als in het ontwerp) ...

6° Juridische en sociale inlichtingen.

Diensten voor juridische en sociale inlichtingen kunnen ingericht worden. Ze beperken zich tot het verstrekken van raad aan de personeelsleden. Een bijdrage tot de kosten kan gevraagd worden.

7° Samenwerking met de diensten en comité's voor veiligheid en hygiëne.

De gemachtigden van de sociale dienst ... (als in het ontwerp) ...".

Artikel 8 en volgende.

Artikel 8 behandelt tegelijkertijd de samenstelling en de taak van het comité van advies. De Raad van State stelt voor, in dit artikel alleen over de taak van het comité te spreken, als volgt :

"Het comité van advies dient van advies :

a) omtrent elke kwestie inzake beginselen, reglementering, werking, vaststelling van bijstandscriteria, voorwaarden van toelating tot de door de sociale dienst beheerde instellingen, oprichting van nieuwe diensten of van nieuwe vormen van werkzaamheid ;

b) omtrent elke aanvraag om herziening van een in een individueel geval genomen beslissing van de sociale dienst, wanneer de verzoeker de wens daartoe te kennen geeft.".

.../...

In een artikel 9 geve men dan al de bepalingen betreffende de samenstelling van het comité van advies, namelijk de aanhef van artikel 8 en de artikelen 10 en 11 van het ontwerp. Het vervolg van de tekst ware dan als volgt te lezen :

"Artikel 9.-

Het comité van advies is paritair samengesteld uit :

a) een gemachtigde en een plaatsvervangend gemachtigde van elk der syndicale organisaties, welke in de syndicale raad van advies van het Ministerie vertegenwoordigd zijn;

b) evenveel gemachtigden en plaatsvervangende gemachtigden van de administratie die door de Minister worden aangewezen.

De gemachtigden worden onder de in actieve dienst zijnde vastbenoemde personeelsleden van het departement gekozen. De gemachtigden van de syndicale organisaties worden door elk der meest representatieve syndicale organisaties gekozen ; deze keuze behoeft goedkeuring vanwege de Minister.

De plaatsvervangende gemachtigden worden volgens dezelfde regelen aangewezen ; zij kunnen de vergaderingen alleen bij plaatsvervanging bijwonen.

Artikel 10.-

Het comité wordt voorgezeten door de ambtenaar die met het dagelijks beheer van de sociale dienst is belast.

Bij het uitoefenen van zijn functie wordt de voorzitter terzijde gestaan door de vertegenwoordigers van de verschillende afdelingen waaruit de sociale dienst bestaat. De voorzitter en de vertegenwoordigers van de sociale dienst hebben geen medebeslissende stem.

.../...

Artikel 11.-

... (tekst van artikel 12 van het ontwerp, mits in het tweede lid te schrijven : "... of van een gemachtigde")...

Artikel 12.-

Het comité komt eens per maand bijeen, voor zover de zaken zulks nodig maken. De punten worden door de voorzitter ambtshalve dan wel op verzoek van een der leden op de agenda gebracht.

Het comité wordt door de voorzitter drie vrije dagen vóór de vergadering bijeengeroepen.

De oproepingsbrief geeft de agenda op.

De beraadslagingen zijn geheim; in de notulen worden alleen de door het comité aangenomen voorstellen en uitgebrachte adviezen opgetekend. Deze adviezen en voorstellen worden door de voorzitter aan de Minister bezorgd.

HOOFDSTUK VI. - INTERNE ORGANISATIE VAN DE SOCIALE DIENST.

Artikel 13.-

De sociale dienst is aan het secretariaat-generaal verbonden. De secretaris-generaal wijst een ambtenaar van het secretariaat-generaal met tenminste de graad van directeur aan om het dagelijks beheer waar te nemen. Hij wijst hem een plaatsvervanger aan.

De sociale dienst valt onder het normaal administratief stelsel en werkt onder het hoger gezag van de secretaris-generaal van het departement.

.../...

Artikel 14.-

Een bestuurssecretariaat coördineert de verschillend werkzaamheden van de sociale dienst en zorgt voor de toepassin van de bestaande reglementering en voor de aanwending der kredieten.

De geneesheren, maatschappelijke assistenten, zieken-verzorgers, rekenplichtigen, economen en andere personeelslede die technische ambten uitoefenen, moeten verblijven in de stand plaats van hun ambt. Wat de individuele hulp betreft, omvat he werkingsgebied van de sociale dienst zoveel gewesten als de behoeften van de dienst vergen.

Elk gewest staat onder toezicht van een maatschappelijk assistent. De secretaris-generaal wijst deze als standplaats een gemeente aan, welke verplicht gelegen is in het gewest waarop hij toezicht uitoefent.

HOOFDSTUK VII. - MACHTSOVERDRACHTEN EN KREDIETEN.

Artikel 15.-

Al de bij artikel 6 bepaalde verrichtingen worden uitgevoerd bij beslissing van de Minister of van de secretaris-generaal. Deze kan zijn bevoegdheid tot beslissen binnen door hem te stellen grenzen aan de leider van de sociale dienst overdragen.

.../...

Artikel 16.-

Elk jaar vóór 1 October sluit de sociale dienst zijn begroting van uitgaven voor het volgende dienstjaar.

Artikel 17.-

Bij afloop van elk dienstjaar en uiterlijk op 31 Maart van het volgende dienstjaar, brengt de sociale dienst bij de Minister van Financiën verslag uit over zijn werkzaamheid tijdens het verlopen jaar.

Artikel 18.-

... (tekst van artikel 19 van het ontwerp) ...".

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat,	président,
de Heren :		eerste-voorzitter van de Raad van State,	voorzitter,
	M.SOMERHAUSEN, K.MEES,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	L.FREDERICQ, P.ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre des Finances.
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister van Financiën.

Le 1954.

De 1954.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.